Editorial Eléments / mars 2008

La violence et le conflit

Tous les auteurs qui ont sérieusement étudié la violence en ont souligné le caractère ambivalent. Max Weber a montré que, loin d'être un phénomène « archaïque », le reliquat anachronique d'un ordre barbare dépassé, elle est une manifestation majeure de l'antagonisme existant entre liberté et nécessité. Georg Simmel l'a décrite comme un élément structurant du fait social. Georges Sorel n'hésite pas à l'opposer à la force de l'ordre établi. Julien Freund la définit comme le moyen d'exception du politique. Michel Maffesoli écrit que « sa pluralité même est l'indicatrice privilégiée du polythéisme des valeurs », car elle est une « expression paroxystique du désir de communion ». René Girard, pour qui toute société naît d'une violence fondatrice, soutient qu'elle participe elle-même d'une « sacralité dégradée ». La violence est de l'ordre à la fois de la dissidence, du paroxysme et de la duplicité. Elle s'inscrit au plan social dans un double mouvement de destruction et de fondation.

On peut à la limite étendre le champ de la violence jusqu'à en voir partout, y compris dans la contrainte qu'exercent les lois, les institutions et les structures sociales – l'Etat étant lui-même issu d'un rapport de forces. Mais si la violence est partout, elle n'est plus nulle part. Au sens strict, la seule violence objectivable est la violence physique, résultat d'un usage matériel illicite de la force. Beaucoup de doctrines n'appellent d'ailleurs violence que la force illégitime. Sous couvert de neutralité formelle, l'Etat a lui-même voulu s'arroger le monopole de la violence légitime, mais il n'a jamais pu y parvenir car la légalité qu'il incarne n'est elle-même pas toujours légitime. Où commence alors la légitimité du recours à la force, si la légitimité ne se confond pas avec la simple légalité ? Principe organisateur de la société, la violence peut être aussi une façon de restaurer la cité.

Aujourd'hui, la sectorisation accrue de la violence (les « violences sociales », la « violence à l'école », les « femmes battues », etc.) se conjugue à l'infantolâtrie (l'infanticide a significativement remplacé le parricide au palmarès des crimes jugés les plus odieux) et à l'idéologie victimaire (les victimes ont remplacé les héros comme modèles, ce qui signifie qu'il faut d'abord être plaint pour pouvoir être admiré) pour donner l'impression que la violence est partout. La violence proprement criminelle, y compris dans les villes, est en réalité beaucoup moins grande qu'autrefois, mais la violence des jeunes a incontestablement augmenté. Elle s'accompagne d'une mise en images, d'une spectacularisation de plus en plus envahissante. Dans le film *Rambo 4*, le spectateur a droit à 236 morts en 93 minutes. La

cyberdépendance et les jeux vidéo amplifient le phénomène. La mort est banalisée, mais de moins en moins de gens ont eu au cours de leur vie l'occasion de voir réellement un cadavre. Le paradoxe est que cette omniprésence de la violence représentée va de pair avec une non moins évidente exacerbation de la sensibilité : dans la population générale, le seuil de tolérance à la violence réelle ne cesse de s'abaisser. On comprend que le vrai problème de la violence commence lorsqu'elle perd son statut d'*ultima ratio* pour proliférer de façon virale et constituer un mode d'existence. C'est en partie à cela que nous assistons actuellement.

La violence est l'exception du politique, mais l'organisation politique des sociétés exige la réglementation de la violence. Mais ici encore, l'ambivalence ressurgit. La violence doit être contenue parce qu'elle déstructure la vie sociale, mais elle est aussi ce qui permet à ceux qui se flattent de lutter contre elle de justifier la suppression des dissidences et le quadrillage généralisé du champ social. On voit aujourd'hui tous les jours comment le désir de sécurité peut être invoqué pour brider les libertés. La violence fait peur, à juste titre, mais cette peur est aussi instrumentalisable. Elle permet aux autorités de se légitimer en tant qu'instance de « protection », en même temps qu'elle facilite le contrôle social. La ville, métaphore des tensions sociales, est au centre des peurs contemporaines. La politisation des peurs urbaines pousse les pouvoirs publics à nourrir délibérément les inquiétudes, plutôt qu'à chercher à renforcer les solidarités sociales, à châtier les dissidents et les individus présumés « dangereux » au même titre que les coupables. La sacralisation de la loi n'a alors pas d'autre objet que de se prémunir contre une contestation violente du désordre institué.

L'anarchique prolifération de violences de toutes sortes fait par ailleurs oublier que, sur d'autres plans, le conflit tend à disparaître. Les grands conflits sociaux du siècle dernier se sont pour la plupart apaisés, à commencer par la lutte des classes, oubliée au profit d'un fantasmatique « clash des civilisations ». Depuis le compromis fordiste, les syndicats se sont ralliés à l'idée d'une société sans antagonisme majeur, tout comme les partis contestataires de gauche se sont ralliés à la logique consensuelle du marché. L'Etat s'oriente lui-même vers la recherche systématique de « compromis négociés ». Désyndicalisation, affaissement de la pensée critique, « dialogue social » et négociation des intérêts : dans bien des domaines, le consensus a remplacé le conflit. Pierre Rosanvallon n'a pas tort de dire que, socialement parlant, nous vivons dans un monde sans conflictualité structurante forte.

Au niveau international, c'est encore autre chose. L'idée dominante est qu'on peut éliminer la guerre et faire disparaître le conflit. Mais la guerre pour supprimer la guerre l'emporte toujours en violence sur toutes les autres, et la culture du refus de l'ennemi n'empêche pas les ennemis d'apparaître. Le pacifisme, qui est tout autre chose que le désir de paix (l'objectif naturel de la guerre est la paix), est intrinsèquement polémogène. La guerre n'a pas changé fondamentalement de nature, mais les moyens auxquels ont recours les belligérants sont toujours plus massivement destructeurs. Rien de tels pour justifier et déchaîner la violence que ceux qui prétendent nous en délivrer pour toujours !

La violence a souvent été mise au service de l'utopisme, mais la volonté d'éliminer la violence relève elle aussi de l'utopie. Ce n'est pas en prétendant instaurer la « paix universelle » et faire disparaître les facteurs de conflit que la société pourra circonscrire ou canaliser la violence. Le conflit naît de l'agressivité naturelle, de la diversité humaine et de l'impossibilité de toujours concilier des projets adossés à des valeurs divergentes. Tout conflit n'implique pas la violence, mais recèle la possibilité qu'elle advienne. L'intolérance de

principe à son endroit renvoie moins au goût des rapports civilisés qu'elle ne révèle la peur du risque, la résignation et l'inertie. Il n'est que trop certain que le refoulement du conflit et le refus de l'idée même de lutte ne peuvent conduire qu'à la violence généralisée : vouloir à tout prix remplacer le conflit par le consensus, c'est se vouer à voir la violence la plus extrême se déchaîner. S'il y a trop de violence aujourd'hui, c'est peut-être d'abord parce qu'il n'y a plus assez de conflit créateur.

Robert de HERTE